



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/4627  
1er avril 1969  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
Point 5 a) de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT DU TOURISME

ANNEE INTERNATIONALE DU TOURISME

Rapport de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme

Note du Secrétaire général

Les membres du Conseil économique et social trouveront ci-joint un rapport relatif à la célébration de l'Année internationale du tourisme qui a été établi en application de la résolution 2148 (XXI) de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général remercie l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT) d'avoir préparé le présent rapport et participé activement à l'Année internationale du tourisme, dont l'UIOOT a été la première à proposer l'institution.



RAPPORT DE L'UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES OFFICIELS  
DE TOURISME SUR LA CELEBRATION DE L'ANNEE INTERNATIONALE  
DU TOURISME

INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été établi en application du dispositif de la résolution 2148 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à sa vingt et unième session (novembre 1966), proclamant l'année 1967 comme Année internationale du tourisme (AIT) et priant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies "d'établir, en collaboration avec l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT), et de présenter au Conseil économique et social, si possible en 1968, un rapport contenant :

a) Une description des programmes et activités entrepris par les gouvernements et les organisations intéressés pendant l'Année internationale du tourisme, en spécifiant notamment les mesures provisoires exceptionnelles prises par tel ou tel gouvernement;

b) Une évaluation des résultats obtenus en vue de la réalisation des buts et des objectifs fixés pour l'Année internationale du tourisme, en particulier en ce qui concerne la promotion du tourisme à destination des pays en voie de développement".

2. En juillet 1968, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a distribué aux Etats Membres de l'ONU un questionnaire, rédigé en consultation avec l'UIOOT, en vue d'obtenir certains renseignements nécessaires à l'établissement du rapport mentionné ci-dessus. Par ailleurs, l'UIOOT a également distribué à ses Etats membres un questionnaire très détaillé. Le présent rapport a été établi à partir des réponses à ces deux questionnaires.

3. Les pays qui ont répondu aux questionnaires que leur avaient adressés l'Organisation des Nations Unies et l'UIOOT sont les suivants : Afghanistan, Algérie, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Bulgarie, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Chypre, Danemark, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guyane, îles Maldives, Inde, Irak, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Libye, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Maurice, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne,

/...



Portugal, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Singapour, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie et Zambie.

4. Outre les pays susmentionnés, les pays et territoires suivants ont répondu au questionnaire de l'UIOOT : Argentine, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Congo (Kinshasa), Corée, Cuba, Dahomey, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Gibraltar, Hong-kong, Hongrie, îles Fidji, Iran, Koweït, Malaisie, Mali, Népal, République arabe unie, République du Viet Nam, Saint-Siège, Sénégal, Soudan, Turquie, Venezuela et Yémen du Sud.

#### Historique de la proposition d'instituer une année internationale du tourisme

5. En octobre 1965, la XIXème Assemblée générale de l'UIOOT (tenue à Mexico) a décidé à l'unanimité de prier l'Organisation des Nations Unies de proclamer l'année 1967 comme Année internationale du tourisme. L'objectif visé était de définir le rôle important joué par le tourisme dans les domaines social, économique, culturel et éducatif et d'amener les gouvernements ainsi que le grand public à prendre conscience de ce rôle.

6. En mars 1966, le Conseil économique et social a reconnu, à sa quarantième session, l'intérêt qu'il y aurait à proclamer une Année du tourisme qui, estimait-il, faciliterait la compréhension entre les peuples du monde entier et favoriserait la coopération internationale. Il a recommandé à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies de désigner, à sa vingt et unième session, l'année 1967 comme "Année internationale du tourisme".

7. Les organes techniques et directeurs de l'UIOOT se sont réunis au cours du printemps 1966 pour mettre au point des propositions et des recommandations concernant la célébration de l'Année internationale du tourisme. Celles-ci ont été reprises dans le rapport consacré aux préparatifs de l'Année internationale du tourisme présenté par l'UIOOT au Conseil économique et social à sa quarante et unième session, en juillet 1966. A cette session, le Conseil s'est déclaré satisfait dudit rapport et l'a transmis à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies pour examen lors de sa vingt et unième session; conformément

/...



à la recommandation du Conseil, celle-ci a proclamé l'année 1967 comme Année internationale du tourisme. L'Assemblée a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales intéressées "à tenir compte, chaque fois que cela paraîtra indiqué dans leurs plans et programmes pour l'Année internationale du tourisme, des propositions contenues dans le rapport de l'UIOOT".

8. Les propositions et suggestions figurant dans le rapport de l'UIOOT consacré à la célébration de l'Année internationale du tourisme sont à l'origine de diverses mesures prises par certains pays et certaines organisations intéressées des secteurs public et privé. Ces propositions ont été regroupées en quatre principaux secteurs d'activité dans lesquels il paraissait particulièrement opportun d'entreprendre une action : information et éducation; promotion; assouplissement des formalités; développement..



## I. INFORMATION ET EDUCATION

9. Les activités d'information et d'éducation avaient pour objet d'inciter le public et les milieux officiels à prendre davantage conscience de l'intérêt que présente le tourisme. Ce sont essentiellement les organismes nationaux de tourisme qui ont entrepris une action dans ce domaine, en collaboration étroite avec certains ministères ou services gouvernementaux (de l'information, de la radiodiffusion, de l'enseignement, de la protection sociale, du travail et du développement communautaire, notamment). Dans la plupart des pays, les organismes éducatifs, culturels et touristiques à buts non lucratifs ont joué un rôle actif dans ce domaine, qui était particulièrement en rapport avec leurs buts et leurs objectifs.

10. Dans un très grand nombre de pays, le chef d'Etat et d'autres personnalités éminentes dans différentes professions ont fait des discours et rédigé des messages pour exposer les mérites du tourisme. Ces discours et messages, qui témoignaient de l'intérêt porté au tourisme par les plus hautes instances de chaque pays, ont été largement diffusés.

11. Parmi les plus hautes personnalités qui ont insisté sur l'importance du tourisme et les possibilités qu'il offre, on peut citer le prince Albert de Belgique, le Premier Ministre du Canada, M. Pearson, le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Johnson, le Premier Ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, le Premier Ministre du Japon, M. Sato, le Président du Pakistan, M. Ayub Khan, le Président des Philippines, M. Marcos, et le Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Nyerere.

12. De nombreux gouvernements (Bulgarie, Cambodge, Chine, Chypre, Hongrie, Irak, Iran, Japon, Liban, Malaisie, Mali, Maroc, République arabe unie, Roumanie, Syrie, Tunisie, Turquie) ont pris l'initiative d'instituer des comités nationaux spéciaux chargés d'élaborer plans et programmes pour la célébration de l'Année internationale du tourisme. Ces comités réunissaient des représentants des secteurs public et privé dont le concours était ainsi assuré.

13. Les principaux moyens d'information - presse, radio, télévision - ont été utilisés au maximum dans tous les pays (Cambodge, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Inde, Italie, Mexique, Pakistan, République arabe unie, Thaïlande,

/...



Union soviétique, etc.) pour répandre le message de l'Année internationale du tourisme. Les diverses causeries et articles ont porté notamment sur :

- "Le tourisme, facteur de compréhension et d'unité internationale",
- "Le tourisme, phénomène économique profitable pour tous",
- "L'importance du tourisme pour un pays en voie de développement",
- "L'apport culturel du tourisme",
- "Le tourisme et la notion d'hospitalité".

14. La presse a joué un rôle particulièrement important en faisant connaître les mérites du tourisme. Certains journaux ont publié des suppléments consacrés au tourisme et reproduit de manière détaillée des entretiens avec des personnalités éminentes. Les organismes nationaux de tourisme ont rassemblé une documentation générale très abondante, mise au point par les moyens d'information. Des émissions radiophoniques et télévisées spéciales ont mis l'accent sur le tourisme. Des articles de presse, des émissions radiophoniques et télévisées ont insisté sur l'attrait touristique présenté par divers pays, mais ont également fait une large place à l'exposé de la contribution importante que le tourisme apportait à divers secteurs de la vie et de l'activité nationales. La radio et la télévision belges ont consacré une série d'émissions, intitulée "Passeport pour le monde", aux attractions touristiques de divers pays.

15. Des efforts particulièrement intenses ont été déployés pour convaincre les écoliers, les étudiants d'université comme le grand public de l'importance du tourisme, ceci par l'organisation de concours de dissertations (Inde, Italie, République arabe unie, Yougoslavie), de photographies (Canada, Mexique, Thaïlande), d'affiches, etc. Il y a eu une collaboration très fructueuse entre le secteur public, d'une part, le secteur privé et les organismes bénévoles, d'autre part. En général, le thème des concours de dissertation a porté sur le rôle du tourisme, dans la mesure où il favorise les contacts culturels et sociaux et contribue à une meilleure compréhension entre les peuples.

16. Des conférences sur le tourisme ont également été organisées dans divers pays (Cambodge, Cameroun, Irlande, Mexique, Venezuela, etc.), généralement sur l'initiative des pouvoirs publics. Ces conférences ont été prononcées lors des réunions publiques de diverses sociétés, associations, clubs et institutions.



17. Des projections cinématographiques et des expositions relatives au tourisme ont été organisées, essentiellement par les organismes nationaux de tourisme. Ces projections et ces expositions ont souligné le rôle du tourisme dans le développement social, économique et culturel. Certaines expositions itinérantes ont également été organisées. Au Japon, des diapositives éducatives sur des thèmes de l'Année internationale du tourisme ont été projetées dans les cinémas et les théâtres.

18. La plupart des pays se sont attachés à rendre la jeunesse plus consciente de l'importance et de l'intérêt du tourisme. Une nouvelle impulsion a été donnée aux efforts déjà entrepris pour faire figurer dans les programmes d'enseignement des écoles et des universités des cours sur le tourisme (Algérie, Cameroun, Espagne, Japon, Mexique, République arabe unie). Ces cours tentent de préciser la place du tourisme dans la vie nationale et internationale et ne doivent pas être confondus avec l'aspect touristique que peuvent présenter les cours de géographie, d'art, d'histoire, etc. Les gouvernements et les établissements d'enseignement ont redoublé d'efforts pour organiser des voyages éducatifs à l'intention des étudiants et de la jeunesse.

19. Il est très important que les fonctionnaires de la douane, du service d'immigration, de la police et d'autres services qui entrent en contact avec les touristes étrangers aient pleinement conscience de l'importance du tourisme pour leur pays et de la nécessité de donner une impression favorable aux touristes par leur courtoisie et leur politesse. A cette fin, de nombreux gouvernements ont organisé des cours spéciaux sur le tourisme à l'intention du personnel des administrations gouvernementales qui sont en rapport avec les touristes (Argentine, Ethiopie, Inde, Mexique, République arabe unie, etc.).

20. Des campagnes pour une utilisation saine des loisirs ont été lancées dans divers pays, notamment les pays industrialisés où ce problème est particulièrement grave. On s'est efforcé de démontrer à quel point le tourisme et les déplacements peuvent satisfaire les exigences des sociétés développées dans les domaines social et culturel. En Italie, des clubs sociaux et des organisations des travailleurs ont organisé des campagnes pour expliquer à leurs membres comment mieux utiliser leurs congés.



21. On ne peut dissocier la question de l'utilisation rationnelle des loisirs du problème de l'organisation des congés en vue de permettre aux intéressés d'en tirer le plus grand profit. Des campagnes éducatives d'information ont été lancées par de nombreux gouvernements pour inciter les gens à faire le meilleur usage possible de leurs congés. Plusieurs pays d'Europe occidentale, dont la Belgique, la France et les Pays-Bas, ont intensifié leurs campagnes en faveur de l'échelonnement des vacances de manière à limiter les inconvénients dus à l'affluence constatée en pleine saison et à favoriser une utilisation rationnelle et un meilleur rendement des industries touristiques.

22. Pour que le tourisme, comme il se doit, favorise les relations amicales et la compréhension entre les nations, il est indispensable de familiariser les touristes avec les coutumes, la culture et le mode de vie des autres pays pour leur éviter tout heurt ou désagrément dans leurs contacts avec les populations étrangères. L'Année internationale du tourisme a contribué à attirer l'attention sur ce problème et de nombreux gouvernements (Bulgarie, Cambodge, Espagne, Italie, Japon, Mexique, Union soviétique, Yougoslavie, etc.) ont diffusé des publications sur ce sujet et organisé des campagnes de préparation des esprits par l'intermédiaire des divers moyens d'information. L'Inde a fait, pour promouvoir le tourisme dans le pays même, des campagnes soulignant le rôle du tourisme comme facteur d'intégration nationale.

23. Dans le cadre des efforts faits pour améliorer l'hospitalité, certains pays ont tenté d'offrir aux touristes étrangers des occasions plus nombreuses de rencontrer des personnes partageant les mêmes intérêts, de vivre avec elles et d'apprendre à les mieux connaître. Un certain nombre de pays ont prévu des plans encourageant l'hospitalité personnelle (Ceylan, Inde, Israël, Japon, Népal, Roumanie, Thaïlande). Dans d'autres (Algérie, Congo (Kinshasa), Pakistan), des réceptions de bienvenue ont été organisées pour les touristes à leur arrivée dans le pays. En Irlande, des cours ont été organisés à l'intention des maîtresses de maison recevant des hôtes payants et des propriétaires de pensions de famille enregistrées. Le Cameroun a lancé une campagne de bienvenue sous l'appellation "le tourisme est utile à ceux qui se rendent utiles aux autres".



24. Pour encourager ceux qui sont en contact avec les touristes à se montrer courtois, certains pays ont suivi l'exemple de Ceylan, de la France, du Japon et de la Malaisie en instituant ou développant des systèmes comme celui des "bons points", qui permettent aux touristes de témoigner leur satisfaction aux personnes dont ils ont trouvé les services satisfaisants. Le Japon a organisé une campagne de guides bénévoles, dans le cadre de laquelle 10 000 citoyens et étudiants portant un insigne spécial à l'emblème de l'AIT ont aidé les touristes étrangers. La Belgique a publié une brochure intitulée "Les dix commandements du bon accueil". Au Canada, les autorités fédérales et provinciales ont organisé, en coopération avec l'Association canadienne du tourisme, des cours et conférences pour améliorer la cordialité et le savoir-faire du personnel qui est en contact avec les touristes : fonctionnaires de la douane et du Service d'immigration dans les ports et villes frontalières, personnel hôtelier, personnel des stations-service, des bureaux de renseignements, etc. Une autre campagne, "Le Canada reçoit", a consisté à organiser des cycles d'études à l'intention des personnes et entreprises qui louent des chambres et des logements. Dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, les objectifs de l'AIT ont été intégrés aux programmes des instituts qui forment du personnel pour l'industrie du tourisme.

25. L'appui total et effectif apporté par les principales autorités religieuses et spirituelles du monde à la réalisation des objectifs de l'Année internationale du tourisme revêt une importance particulière, de même que l'intérêt que ces personnalités ont manifesté pour le renforcement de l'aspect spirituel du tourisme. C'est ainsi que le Saint-Siège, en collaboration avec l'UIOOT, a organisé à Rome le premier Congrès mondial sur les valeurs spirituelles du tourisme. Un Centre pastoral du tourisme a été institué et une lettre a été adressée à tous les évêques catholiques pour leur demander d'insister dans leurs sermons sur les aspects spirituels du tourisme. Les universités et institutions religieuses catholiques ont inscrit à leurs programmes des cours sur l'attitude de l'Eglise envers le tourisme.

26. Le Saint-Siège a également insisté sur le rôle spirituel du tourisme à l'occasion du Congrès eucharistique qui s'est tenu au Nicaragua et du quatrième Cycle d'études sur le tourisme en Amérique centrale, organisé au Costa Rica.

/...



27. Le Conseil oecuménique des Eglises a tenu une réunion sur le thème "Loisirs et tourisme". Cette réunion a préparé le terrain pour une conférence internationale sur le même sujet qui doit se tenir en 1969.

28. Jagadguru Sri Shankaracharya Sharada Peetham, chef spirituel de l'hindouisme, a accordé sa bénédiction pour la réussite de l'Année internationale du tourisme et a déclaré que le tourisme était un moyen efficace de promouvoir le progrès culturel et spirituel de l'humanité.

29. La Présidente de la Fraternité mondiale des bouddhistes la princesse Poon Pismai Diskul, a fait une déclaration dans laquelle elle a approuvé les objectifs de l'Année internationale du tourisme et affirmé que le tourisme contribue au développement de la connaissance et de la compréhension.

30. L'UIOOT a fait des démarches auprès des principales universités du monde pour leur demander d'organiser des cours spéciaux sur la valeur éducative et culturelle du tourisme. Ces démarches ont dans une large mesure été couronnées de succès. Des concours de dissertation internationaux, portant sur les valeurs du tourisme, ont également été organisés.



## II. PROMOTION

31. Les mesures de promotion proposées dans le contexte de l'Année internationale du tourisme visaient à étendre le marché des voyages, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire à accroître le nombre des gens qui veulent voyager. Il a été proposé d'informer ce marché, tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'étranger, des différentes sources d'intérêt touristique et possibilités de voyage. On a également suggéré de prendre des mesures pour encourager les organisateurs de voyage à étendre et à accroître leur coopération en ce qui concerne les activités générales de promotion du tourisme.

32. La plupart des pays ont pris des dispositions pour appliquer les mesures de promotion suggérées. En particulier, presque toutes les organisations touristiques nationales ont utilisé le slogan de l'Année internationale du tourisme (AIT) "Tourisme, passeport pour la paix" et l'emblème de l'AIT sur les imprimés et les prospectus utilisés dans leurs campagnes publicitaires. Des vignettes à coller sur les automobiles (Bulgarie, Ghana), des vignettes à coller sur les fenêtres et des boîtes d'allumettes (Pologne) portant l'emblème et le slogan de l'AIT ont été imprimées dans de nombreux pays et largement utilisées. Des banderoles (Espagne, Inde, Japon) ont été déployées dans les rues, et le slogan ainsi que l'emblème de l'AIT ont décoré de nombreuses salles de réunion et de conférences. Les lignes aériennes, les agences de voyage, les organisateurs de circuits touristiques et les autres secteurs de l'industrie des voyages ont prêté leur concours en imprimant l'emblème et le slogan sur leurs horaires, leurs programmes touristiques et autres brochures publicitaires. L'emblème et le slogan ont été utilisés par des sociétés pétrolières dans leurs stations services et sur leurs cartes routières, et par des fabricants de souvenirs sur divers articles produits par eux. Les secteurs privés du tourisme ont également coopéré en distribuant le matériel publicitaire produit par les organisations nationales du tourisme.

33. La France et l'Italie ont frappé des médailles commémoratives de l'AIT. L'Afghanistan, le Congo (Kinshasa), les Philippines et l'Algérie ont également frappé des médailles commémoratives de ce genre et les ont distribuées aux touristes étrangers, aux organisateurs de voyages, aux chauffeurs de taxi et d'autocar, etc.

/...



34. Des insignes de l'AIT ont été distribués à Hong-kong, en Espagne et en Tunisie. L'Iran et le Pakistan ont publié des cartes postales commémoratives spéciales. L'Inde a fabriqué des drapeaux de l'AIT.

35. Outre l'utilisation de l'emblème et du slogan de l'AIT sur leurs prospectus publicitaires ordinaires, de nombreuses organisations nationales du tourisme ont publié des dépliants, des brochures, des affiches ou produit des films spéciaux évoquant les différents aspects du tourisme ou soulignant l'importance de l'AIT. Ainsi, la Belgique a publié une brochure sur la valeur et l'importance des voyages pour la jeunesse. Le Mexique a publié un livre sur la promotion des relations humaines par le tourisme.

36. Des journées ou des semaines nationales du tourisme ont été organisées en Belgique, au Chili, à Chypre, en Corée, aux Etats-Unis, en Ethiopie, en Inde, au Japon, en Lybie, au Mali, au Pakistan, au Portugal, à Singapour, en Syrie, en Thaïlande et en Tunisie. A ces occasions, d'éminentes personnalités ont pris la parole dans des conférences et des réunions sur les thèmes du tourisme et de l'AIT, des articles spéciaux ont été publiés dans la presse, la radio et la télévision ont diffusé des programmes sur les thèmes de l'AIT, des expositions et des projections de films ont été organisées, etc. Singapour a envoyé autour du monde trois ambassadrices bénévoles pour souligner l'importance des thèmes de l'AIT.

Le Cameroun et la Corée ont organisé un concours pour l'élection d'une "Miss AIT". Les autorités japonaises du tourisme ont envoyé à l'étranger une mission bénévole en faveur du tourisme, composée des gagnantes du concours "Miss Tourisme".

37. Un nombre considérable de pays et territoires ont émis des timbres commémoratifs pour appeler l'attention sur l'importance de l'AIT. Ce sont notamment : l'Afghanistan, l'Algérie, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, Ceylan, le Chili, la Chine, Chypre, le Congo (Kinshasa), l'Espagne, l'Ethiopie, les îles Fidji, la France, le Gabon, le Ghana, Gibraltar, la Grèce, Hong-kong, la Hongrie, l'Inde, l'Irak, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Corée, le Koweït, le Liban, les îles Maldives, le Mali, le Maroc, le Mexique, le Népal, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, la République arabe unie, la Roumanie, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, l'Union soviétique et le Yémen du Sud. L'Australie et Ceylan ont apposé une marque d'affranchissement spéciale sur toutes les enveloppes dans les bureaux de poste.

/...



38. Un très grand nombre d'événements culturels, artistiques et sociaux ont été organisés sur les thèmes de l'AIT. Ceux-ci ont été associés aux festivals et expositions organisés habituellement dans des pays comme la Belgique, Ceylan, l'Inde, le Mexique et le Pakistan. En 1967, l'exposition "Vacances" de Bruxelles et le Salon du tourisme de Paris ont été placés sous le signe de l'AIT. La Hongrie et la Roumanie ont organisé des réunions spéciales sur la valeur culturelle et la valeur économique du tourisme. La Hongrie a également organisé une exposition internationale de timbres sur les thèmes de l'AIT. La Thaïlande a organisé une exposition internationale sur le tourisme ainsi qu'un cycle d'études visant à éveiller l'intérêt pour le tourisme dans les provinces. L'Autriche a organisé une grande conférence sur le tourisme, à laquelle ont participé les secteurs public et privé et où l'on a discuté de l'importance du tourisme en Autriche.

39. La République arabe unie a organisé des festivals spéciaux et des concours sur les thèmes de l'AIT. Un grand festival du tourisme a eu lieu en Argentine. Le Ghana a célébré l'AIT en organisant la première Foire commerciale internationale ghanéenne. La Corée a organisé de grandes parades sur les thèmes de l'AIT. Le Pakistan a aboli en 1967 les droits d'entrée dans les musées et sur les sites archéologiques.

40. L'Union soviétique a organisé des festivals d'art, de folklore et de danse pour l'AIT, ainsi que des expositions sur le thème "La promotion de la paix et de l'entente entre les hommes". Le Venezuela a organisé des manifestations spéciales liées aux thèmes de l'AIT. Chypre, pendant un mois, a permis aux touristes de visiter gratuitement les monuments anciens et les musées, et les guides ont offert leurs services gratuitement.

41. La Belgique, en coopération avec les lignes aériennes et l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT), a distribué, à l'occasion de l'AIT, des rosiers qui ont été plantés dans les capitales de nombreux pays du monde en présence d'éminentes personnalités nationales.

42. L'AIT a donné une forte impulsion à la coopération touristique sur les plans régional et technique. Un grand nombre d'accords touristiques ont été signés, notamment par la Belgique, la Jordanie, le Liban, la Turquie, les îles Fidji,



la Nouvelle-Zélande, la Pologne, l'Italie, la Hongrie, la Yougoslavie, la RAU, la Bulgarie, la Roumanie, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Certains de ces accords visaient à favoriser les activités publicitaires communes, tandis que d'autres devaient faciliter la collaboration technique et l'échange d'informations dans le domaine du tourisme. La coopération entre les pays d'Asie orientale a été considérablement renforcée en 1967. La Commission sud-asiatique des voyages de l'UIOOT a étudié la possibilité pour les pays de la région d'organiser des activités communes de promotion du tourisme. Le Ministère italien du tourisme a suggéré que les agences de voyage et compagnies de transport en Italie étudient tout spécialement la possibilité d'organiser un plus grand nombre de voyages et de croisières à destination de pays en voie de développement et de donner à ces voyages une publicité suffisante.

43. On s'est particulièrement intéressé, au cours de l'Année internationale du tourisme, à la promotion des voyages grâce à des réductions de prix et à l'octroi de conditions avantageuses. Les tarifs aériens internationaux ont été réduits et des tarifs de faveur ont été introduits à des fins publicitaires sur certains itinéraires, conformément à l'accord conclu dans le cadre de l'Association du transport aérien international. De nombreux pays, comme l'Afghanistan, le Cambodge, le Ghana, l'Inde et le Pakistan, ont diminué les tarifs des transports intérieurs aériens et ferroviaires afin d'encourager le tourisme à l'intérieur du pays. Au Maroc, en Espagne, en Israël, en Italie, en France et en Yougoslavie, le gouvernement s'est efforcé d'empêcher les prix d'hôtels de monter. En Inde, les magasins d'Etat qui vendent des produits de l'artisanat ont fait des réductions de prix aux touristes.

44. A l'échelon international, l'UIOOT a utilisé son réseau mondial, composé des organismes officiels de tourisme et des principaux représentants du secteur touristique privé, pour inspirer, encourager, stimuler et coordonner les activités des organisations régionales et internationales qui s'intéressent directement ou indirectement au tourisme. Pour s'assurer leur concours, l'UIOOT a réuni à Genève les 23 principales organisations non gouvernementales internationales suivantes : Alliance internationale du tourisme (AIT), American Society of Travel Agents (ASTA) Association of British Travel Agents (ABTA), Association internationale de



l'hôtellerie (AIH), Association du transport aérien international (IATA), Association interparlementaire du tourisme (AIDT), Bureau international du tourisme social (BITS), Chambre de commerce internationale (CCI), Chambre internationale des armateurs, Confederacion de organizaciones turisticas de la America Latina (COTAL), Congrès interaméricain du tourisme de l'OEA, Fédération internationale des agences de voyage (FIAV), Fédération interaméricaine des touring et automobiles-clubs (FITAC), Fédération internationale des transports aériens privés (FITAP), Fédération internationale de centres touristiques, International Ho-Re-Ca, Groupement des unions professionnelles d'agences de voyages des pays du Marché commun, Office-inter-Etats du tourisme africain (OIEETA), Organisation universelle d'associations d'agents de voyages (UOTAA), Organisation du touring et de l'automobile (OTA), Pacific Area Travel Association (PATA), The Arab International Tourist Union, Union internationale des chemins de fer (UIC), World Association of Travel Agencies (WATA).

45. L'UIOOT a publié une série de bulletins spéciaux d'information donnant des détails sur les mesures prises par les gouvernements et diverses organisations pour célébrer l'AIT. Ces bulletins ont été largement diffusés et ont contribué à l'adoption de mesures concrètes.

46. Les commissions régionales et techniques de l'UIOOT se sont efforcées d'assurer l'adoption de mesures efficaces. Ces efforts ont atteint leur point culminant lors de la vingtième Assemblée générale de l'UIOOT, qui s'est tenue à Tokyo en octobre 1967. Cette Assemblée a adopté des résolutions demandant que les activités entreprises à l'occasion de l'AIT soient poursuivies à titre permanent.

47. Un des principaux événements de cette Assemblée a été le colloque international sur le tourisme et l'information, présidé par lord Thomson of Fleet. Des représentants des offices du tourisme nationaux et des principaux moyens d'information ont discuté de leurs problèmes mutuels et des moyens de développer et d'élargir les activités d'information des organisations nationales de tourisme.

48. L'UIOOT a établi le modèle de l'emblème de l'AIT, qui a été distribué à tous les intéressés. Elle a également émis et distribué des médailles et des insignes de l'AIT.

/...



49. La vingtième Assemblée générale de l'UIOOT, en outre, a jugé les affiches touristiques, photographies, essais présentés au concours international organisé par l'UIOOT sur les thèmes de l'AIT. Les différentes épreuves ont été présentées dans des expositions spéciales.

50. En outre, l'UIOOT a patroné et soutenu un certain nombre d'autres initiatives prises sur le plan international à l'occasion de l'AIT. On peut citer, notamment, le Congrès international sur "les hommes de lettres et le tourisme" de Split (Yougoslavie), l'Exposition internationale sur la chasse et la pêche de Novi Sad (Yougoslavie), le Concours international de pêche sous-marine de Mali Losinj (Yougoslavie) et le Cycle d'étude sur le thème "tourisme et publicité" de Montreux (Suisse).

51. Les organisations internationales groupant les professions du tourisme (hôteliers, agents de voyage, transporteurs, etc.), qui sont membres associés de l'UIOOT, ont contribué activement à la célébration de l'AIT. L'American Society of Travel Agents a demandé à ses membres d'organiser des programmes spéciaux en 1967. La Fédération internationale des agences de voyages (FIAV), l'Organisation universelle d'associations d'agents de voyages (UOTAA), la Fédération mondiale des agences de voyages, la Confederacion de Organizaciones turisticas de America Latina (COTAL), le Groupement des unions professionnelles d'agences de voyages des pays du Marché commun ont toutes largement utilisé l'emblème et le slogan de l'AIT sur leur papier à lettre et leurs imprimés, ont fait une large place aux thèmes de l'AIT dans leurs publications et ont demandé à leurs membres de prendre des mesures positives pour célébrer l'AIT. Ces organisations ont évoqué les thèmes de l'AIT lors des congrès annuels qu'elles ont tenus en 1967.

52. Le Centre d'information et de publicité des chemins de fer européens (CIPCE) a organisé, à l'intention de la presse, un rallye par chemin de fer à partir de capitales européennes. Cent cinquante journalistes venant de 11 pays européens ont participé à ce rallye qui s'est terminé à Genève par une conférence de presse sur les transports et le tourisme.

53. L'Union internationale des transports routiers a mis l'accent sur les thèmes de l'AIT à son congrès de 1967 et dans ses publications.



54. The Arab International Tourist Union a pris l'initiative d'organiser des émissions de radio et de télévision sur l'AIT dans les pays arabes. Elle a également organisé dans les pays arabes un concours d'affiches sur l'AIT et a entrepris des activités de publicité à l'échelon régional.
55. Tout en utilisant l'emblème et le slogan de l'AIT dans ses publications, la Chambre de commerce internationale a organisé un cycle d'étude sur "le tourisme, facteur d'expansion économique" à l'occasion de son Congrès de 1967 à Montréal.
56. L'Union interparlementaire a invité les parlements de tous les pays à contribuer au succès de l'AIT et à appuyer sans réserve les mesures prises par les gouvernements pour appliquer les plans et les programmes de l'AIT.
57. Les Nations Unies ont pris les mesures suivantes : le Service de l'information (OPI) de l'ONU a demandé aux centres d'information des Nations Unies de fournir toute la documentation voulue sur l'AIT aux moyens d'information de masse et à tous organismes ou personnes intéressés. L'attention des organisations non gouvernementales compétentes a été appelée sur la résolution de l'Assemblée générale proclamant 1967 Année internationale du tourisme. Un message du Secrétaire général de l'ONU sur l'Année internationale ainsi que d'autres communiqués de presse de l'ONU sur le même sujet, ont été communiqués aux représentants des moyens d'information au Siège de l'ONU et ont été diffusés par les centres d'information des Nations Unies. Une brochure intitulée "Nations Unies - Année internationale du tourisme 1967" a été publiée en anglais et en français par le Service de l'information et a été distribuée par les moyens de diffusion ordinaires de ce service. La célébration de l'Année internationale a été également le thème de nombreux programmes diffusés par la radio de l'ONU. Enfin, l'Administration postale de l'ONU a émis un timbre et publié une affiche sur l'Année internationale du tourisme.



### III. ASSOUPPLISSEMENT DES FORMALITES

58. L'Année internationale du tourisme a été l'occasion d'un assouplissement considérable des formalités. Un certain nombre de gouvernements de par le monde ont pris une série de mesures libéralisant ou supprimant les formalités de voyage.

59. Pour vaincre la réticence dont faisaient preuve les administrations intéressées des divers pays pour modifier les pratiques existantes et appliquer les différentes séries de recommandations et de normes visant à faciliter les voyages qui ont été élaborées à l'échelon international, ou a voulu considérer l'Année internationale du tourisme comme une "période d'essai" durant laquelle les administrations nationales pourraient appliquer, à titre temporaire, les différentes recommandations, normes et pratiques visant à faciliter les voyages lorsque les formalités aux frontières n'avaient pas encore été suffisamment assouplies.

60. Il est réconfortant de constater que le nombre des mesures permanentes a dépassé de beaucoup celui des mesures temporaires, encore que, dans certains cas, ces dernières aient eu un caractère plus spectaculaire.

61. Des comités nationaux spéciaux d'assouplissement des formalités ont été créés dans de nombreux pays, et ont été chargés d'élaborer et de recommander des mesures de libéralisation. Certains pays qui avaient constitué de tels comités, les ont maintenus à titre permanent; il s'agit notamment de Ceylan, du Chili, du Liban, du Maroc, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines, de la Pologne, du Portugal et de la Tunisie. Des comités ont été créés à titre provisoire dans les pays suivants : Bulgarie, Chypre, Etats-Unis (dans ce pays, il a été appelé Presidential Task Force on Travel), Hongrie, Japon, Mali, République arabe unie et Syrie.

62. Un certain nombre de gouvernements ont procédé à un examen critique de leur réglementation sur les passeports. Parmi les mesures qui ont été adoptées à titre permanent, il convient de mentionner l'accélération des formalités de délivrance des passeports en Bulgarie, à Chypre, en Equateur, aux Fidji, en Israël, au Pérou, en Pologne, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en URSS. La durée de validité des passeports délivrés a été portée à cinq ans en Jordanie, au Liban, en Pologne, au Portugal, en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Les Etats-Unis ont

/...



préparé un texte de loi à cet effet. Chypre, la Jordanie, la Pologne, la Roumanie et l'URSS ont étendu la portée territoriale de la validité des passeports délivrés.

63. Chypre, l'Equateur et la Jordanie ont renoncé à retirer les passeports de leurs ressortissants à leur retour de l'étranger. Israël et la Roumanie ont abaissé les droits perçus à la délivrance du passeport.

64. La Grèce n'exige plus le passeport, mais seulement une carte d'identité pour les ressortissants de certains pays membres du Conseil de l'Europe. L'URSS a pris des mesures analogues en ce qui concerne les ressortissants de certains pays d'Europe orientale. Le Pérou a institué, à titre d'essai, une "carte de visiteur pour 1967" qui remplace le passeport et le visa. La Syrie n'exige des ressortissants des pays arabes qu'une carte d'identité, au lieu d'un passeport.

65. Des accords concernant la délivrance des passeports collectifs et en reconnaissant la validité ont été conclus par la Hongrie, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

66. L'Equateur et le Népal ont abaissé les droits de délivrance du passeport pour la durée de l'Année internationale du tourisme. La Chine (Taïwan) a accéléré la procédure de délivrance du passeport, à titre temporaire, et a conclu des accords pour la délivrance des passeports collectifs et la reconnaissance de leur validité.

67. Un certain nombre de mesures concrètes ont été prises à l'occasion de l'AIT pour simplifier et réduire les formalités d'obtention du visa. La Bulgarie, le Pakistan et la Yougoslavie ont pris la décision spectaculaire de supprimer unilatéralement les visas d'entrée. La Roumanie a supprimé les visas pour les touristes se rendant dans le pays par l'intermédiaire de l'Organisation nationale roumaine de tourisme. La Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie ont ~~maintenu~~ cette mesure en 1968.

68. Le Maroc et les îles Fidji ont également supprimé, unilatéralement et à titre permanent, les visas d'entrée pour les ressortissants d'un grand nombre de pays.

69. La suppression unilatérale des visas par la Yougoslavie et la Bulgarie allait de pair avec la conclusion d'un certain nombre d'accords bilatéraux prévoyant la suppression réciproque des visas, à titre permanent. C'est ainsi que la Bulgarie



a conclu des accords supprimant les visas avec le Danemark et l'Autriche et que la Yougoslavie a conclu de tels accords avec la Hongrie, la Jordanie, les Pays-Bas et Saint-Marin. La Belgique et la Yougoslavie ont supprimé les visas sur une base de réciprocité en 1967 pour une période d'essai.

70. Ceylan, Chypre, l'Equateur, l'Irlande, Israël, le Japon, la Jordanie, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'URSS ont signé un certain nombre d'accords bilatéraux concernant la suppression permanente des visas d'entrée. Aux Etats-Unis, des mesures législatives ont été prises en vue de la conclusion d'accords entre les Etats-Unis et d'autres pays pour la suppression des visas. L'Italie a signé des accords avec 53 pays concernant la suppression réciproque des visas.

71. Les formalités de délivrance du visa d'entrée ont été simplifiées et accélérées à titre permanent, par Ceylan, Chypre, l'Equateur, la Hongrie, Israël, le Liban, la Libye, la Pologne, la République-Unie de Tanzanie, la Syrie, la Tchécoslovaquie, l'URSS et la Zambie. La Belgique, la Chine et l'Inde ont institué des mesures temporaires pour simplifier les formalités de délivrance des visas.

72. Les droits de visa ont été supprimés unilatéralement pour la durée de l'AIT, à Ceylan, en Inde et en Syrie. Le Mexique a supprimé définitivement les droits de délivrance de la "tarjeta de turista".

73. Chypre, l'Equateur, la Hongrie, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Pologne et la Zambie ont pris des dispositions permanentes pour que des visas puissent être délivrés à l'entrée dans le pays. Au Népal et en Tunisie cette facilité a été accordée à titre temporaire.

74. Le Cameroun et les Etats-Unis ont décidé d'autoriser les touristes étrangers à entrer sans visa pour une période de 10 jours. Singapour et l'Inde ont supprimé les visas pour les séjours ne dépassant pas 7 jours; l'Inde n'a accordé cette facilité qu'à titre temporaire.

75. Chypre et Israël ont décidé, à titre permanent, de porter à un an la durée de validité du visa. Les Etats-Unis ont porté à 4 ans la durée de validité du visa et ont commencé à délivrer des visas valables à vie aux ressortissants de certains pays.



76. Chypre, l'Equateur, les Etats-Unis, la Jordanie, le Liban, la Pologne, la Syrie et l'URSS ont prolongé, à titre permanent, la durée du séjour pour lequel le visa est délivré.

77. Les visas de sortie ont été supprimés à titre permanent à Chypre, en Jordanie, au Liban, au Portugal et en Thaïlande. Le Mali les a supprimés pour la durée de l'Année internationale du tourisme.

78. Chypre, l'Equateur, le Liban, la Pologne, la Roumanie, la Syrie et la Tchécoslovaquie ont conclu des accords concernant la délivrance des visas d'entrée collectifs et la reconnaissance de leur validité. La Chine a reconnu les visas d'entrée collectifs uniquement pour la durée de l'AIT.

79. Les formalités douanières ont été considérablement assouplies et simplifiées pendant l'AIT. L'Australie, Ceylan, l'Equateur, la France, Israël, la Jordanie, le Liban, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Syrie et la Tchécoslovaquie ont adopté des mesures permanentes pour élargir la portée du terme "effets personnels" tel qu'il est défini par la Convention de 1954 sur les facilités douanières en faveur du tourisme telle qu'elle a été modifiée par les recommandations de la Conférence de 1963 sur le tourisme et les voyages internationaux.

80. La déclaration écrite concernant les bagages accompagnés a été supprimée définitivement par Ceylan, Chypre, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, les Philippines et la Thaïlande. Elle a été suspendue pendant l'AIT par l'Australie, l'Equateur, le Mali, le Népal et la Syrie.

81. L'inspection des bagages au moment du départ a été supprimée à titre permanent par Chypre, l'Equateur, la Jordanie, le Liban, la Nouvelle-Zélande, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

82. Chypre et l'Equateur, la Hongrie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Syrie, la Tchécoslovaquie et l'URSS ont adopté, à titre permanent, des méthodes d'inspection sélective ou au hasard des bagages à l'arrivée. La Thaïlande et la Tunisie ont appliqué ces méthodes temporairement, pendant l'AIT.



83. Ceylan, Chypre, l'Equateur, la Jordanie, le Liban et la Roumanie ont rapporté, à titre permanent, les mesures qui restreignaient la valeur des souvenirs pouvant être emportés par les touristes.

84. L'Equateur, la Hongrie, la Pologne et la Syrie ont porté à 100 dollars des Etats-Unis ou plus, à titre permanent, la valeur totale des souvenirs que les résidents revenant dans le pays peuvent rapporter en franchise de douane.

85. La Pologne et la Syrie, ce dernier pays à titre temporaire, ont porté à 100 dollars des Etats-Unis ou plus, la valeur totale des souvenirs pouvant être importés en transit.

86. L'Algérie, la Belgique, le Canada et la Roumanie ont simplifié, d'une manière générale, les formalités d'inspection douanière. Les Etats-Unis ont institué à titre expérimental un système d'inspection expéditif qui a été définitivement adopté par la suite. L'Inde a assoupli sa réglementation douanière pour une période d'essai en 1967.

87. Les déclarations écrites concernant les devises étrangères apportées par les touristes étrangers ont été supprimées par Chypre, Israël, la Jordanie et la Roumanie. Ceylan a simplifié les formules utilisées pour ces déclarations tandis que le Mali suspendait ces déclarations pour la durée de l'AIT. La France a aboli le contrôle des changes en 1967, mais la situation économique l'a obligée à le rétablir en 1968.

88. Chypre, la Hongrie, les îles Fidji, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Pologne et la Roumanie ont autorisé, à titre permanent, la reconversion en devises étrangères des montants en monnaie nationale non dépensées par les touristes à la fin de leur séjour. La Tunisie a accordé cette facilité uniquement pour la durée de l'AIT.

89. Les formalités d'enregistrement auprès de la police qui obligeaient les touristes à se présenter en personne à la police ont été supprimées à Ceylan, à Chypre, en Jordanie, au Maroc, au Népal et au Pakistan (pour les séjours ne dépassant pas 30 jours) en Pologne, en Roumanie et en Thaïlande. Le Mali et la Syrie ont suspendu ces formalités pour la durée de l'AIT.



90. Les îles Fidji, le Mali, l'Equateur et la Tchécoslovaquie ont considérablement réduit le nombre des papiers devant être remplis par les touristes à leur arrivée et à leur départ. L'Algérie a simplifié sa carte E/D. L'Argentine, la Bolivie, le Cameroun, Cuba, l'Ethiopie, la Malaisie et le Sénégal ont assoupli en 1967 les formalités à remplir à l'entrée dans le pays.

91. Les taxes perçues sur les touristes sous la forme de taxes d'embarquement, de taxes d'hôtel et de séjour ont été suspendues pendant la durée de l'AIT en Bulgarie, au Népal, en Equateur et en Syrie. Ceylan a abaissé les droits à l'importation des automobiles privées.

92. Les pays scandinaves et le Royaume-Uni ont pris une importante mesure qui a consisté à incorporer la taxe d'embarquement à l'aéroport dans le prix du billet d'avion, de sorte que les voyageurs sont maintenant dispensés d'une formalité désagréable.

93. Compte tenu du nombre croissant de touristes se déplaçant en automobile, un grand nombre de pays ont pris des dispositions visant à supprimer ou à réduire les formalités d'entrée pour les automobiles privées. L'Australie, la Bulgarie, l'Equateur, les Etats-Unis, Israël, la Jordanie, le Mali, le Maroc, les Pays-Bas, la Roumanie, la Tunisie et l'URSS ont marqué de nouveaux progrès en ce sens en adhérant à la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés en appliquant ses dispositions. Le Chili et Chypre ont supprimé le triptyque et le carnet de passage en douane. Le Canada a supprimé les formalités douanières que les voyageurs devaient remplir pour obtenir des permis pour leurs véhicules.

94. La Bulgarie, l'Equateur, les Etats-Unis, le Népal, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, reconnaissent officiellement les permis de conduire nationaux même lorsque ceux-ci ne sont pas conformes au modèle figurant dans l'Annexe 9 à la Convention des Nations Unies de 1949 sur la circulation routière.

95. Chypre, Israël, la Jordanie, la Pologne et la Roumanie ont adhéré à la Convention douanière de 1956 relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs. L'Equateur et les Pays-Bas ont appliqué les dispositions de cette Convention à titre temporaire, pendant l'AIT.



96. Certains pays ont pris des mesures facilitant grandement les transports en commun par la route. C'est ainsi que la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie ont supprimé les restrictions à l'importation d'essence en franchise de douane pour les autocars assurant des transports internationaux. La Bulgarie, l'Equateur, le Liban, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie ont étendu les facilités de transit accordées aux autocars utilisés pour le transport des touristes. L'Irlande a supprimé le triptyque pour l'importation temporaire d'autocars. L'Equateur, le Maroc, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie ont conclu des accords concernant la délivrance d'autorisations pour les autocars assurant le transport des touristes sur des parcours internationaux. La Syrie a accordé un certain nombre de facilités pour l'entrée et le transit des autocars et autobus. C'est là un fait particulièrement important, vu le projet de construction de la Route d'Asie.

97. L'importation en franchise de douane de documentation et de matériel de publicité touristique a été favorisée par l'adhésion de différents pays aux instruments internationaux. C'est ainsi que l'Australie, la Bulgarie, l'Iran, le Mali, la Pologne, la Roumanie, la Syrie, la Tchécoslovaquie et la Tunisie ont adhéré au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies de 1954 sur les facilités douanières en faveur du tourisme, tel qu'il a été modifié par la Conférence de 1963 sur le tourisme et les voyages internationaux, ou ont commencé à en appliquer les dispositions. Le Gouvernement canadien a préparé un projet de loi autorisant l'importation en franchise, pendant une période de six mois, de toute documentation et tout matériel de publicité touristique.

98. La Bulgarie, Chypre, le Mali, la Roumanie, la Syrie, la Tchécoslovaquie et la Tunisie, ainsi que l'Equateur et le Népal à titre temporaire, ont adhéré aux Conventions du Conseil de coopération douanière ayant trait au tourisme ou ont commencé à en appliquer les dispositions en ce qui concerne : a) l'importation temporaire de matériel professionnel, b) l'importation de produits destinés à être présentés lors d'expositions, de foires, de congrès ou d'autres manifestations analogues et c) le Carnet ATA pour l'admission temporaire de marchandises.



99. Des facilités spéciales ont été accordées dans certains pays (Bulgarie, Equateur, Pologne) aux voyageurs se consacrant à des activités éducatives, scientifiques, culturelles ou sportives. La Hongrie a supprimé le visa d'entrée pour cette catégorie de voyageurs. Israël leur a accordé des réductions de tarifs spéciales à l'intérieur du pays.

100. L'Algérie n'exige plus des touristes étrangers qu'ils dépensent un minimum de devises étrangères par jour. Le Pakistan a supprimé les restrictions aux déplacements des voyageurs à l'intérieur du pays. Ceylan a augmenté le nombre des douaniers et des agents de contrôle de l'immigration dans les ports d'entrée.

101. D'une manière générale, différents pays ont renforcé les mesures visant à mieux faire connaître leurs formalités ainsi que les mesures qu'ils ont prises pour faciliter le tourisme, distribuant des communications, des notices et des imprimés. Les compagnies de transport et les agences de voyage ont collaboré étroitement avec les pouvoirs publics pour assurer la distribution de cette documentation aux touristes.

102. En ce qui concerne les mesures visant à libéraliser les formalités, l'UIOOT a non seulement stimulé les efforts des organisations touristiques nationales affiliées en leur faisant régulièrement parvenir des informations, mais elle a également pris des mesures pour éviter l'adoption de toute mesure rétrograde. Elle a notamment réussi à convaincre le Gouvernement japonais de renoncer à créer une taxe sur les passeports frappant les ressortissants japonais se rendant à l'étranger.



#### IV. DEVELOPPEMENT

103. Dans ce domaine, l'Année internationale du tourisme a pour objet d'assurer au tourisme un rang élevé dans l'ordre des priorités nationales en matière de développement, et, en conséquence, d'encourager l'élaboration et l'application d'une vigoureuse politique du tourisme à l'échelon national. Les gouvernements ont été priés de réexaminer et de renforcer leurs politiques touristiques pour encourager le secteur privé et coordonner l'ensemble des activités visant à développer le tourisme, dans l'intérêt du progrès social et économique national.

104. L'esprit de l'Année internationale du tourisme a conduit un certain nombre de gouvernements dans leurs efforts pour renforcer des plans et des programmes existants ou en élaborer de nouveaux en les intégrant pleinement dans leur plan général de développement national. Presque tous les pays qui ont répondu au questionnaire ont indiqué qu'ils préparaient de nouveaux plans ou programmes généraux de développement du tourisme visant à créer de nouvelles stations, à élargir leur réseau hôtelier, à aménager de nouvelles zones dans certaines régions, à développer les centres d'intérêt touristique, etc. Il est intéressant de noter qu'en 1967 le tourisme a été placé au nombre des industries d'exportation ou des industries prioritaires, et a bénéficié ainsi de tous les avantages attachés à cette situation, en Bulgarie, à Ceylan, à Chypre, en Colombie, aux îles Fidji, en Inde, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, au Népal, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, au Portugal et en Tunisie. La Thaïlande a établi un plan quinquennal (1967-71) de développement du tourisme, la Pologne un plan quadriennal (1967-70), qui prévoit des investissements de l'ordre de 10 millions de livres, l'Algérie un plan de sept ans (1967-73), la Tunisie un plan quadriennal (1967-70), qui prévoit un investissement total de 8 millions de dinars, la République arabe unie un nouveau plan de sept ans, allouant 35 millions de livres au développement du tourisme; le Gouvernement brésilien a constitué un fonds de développement du tourisme de 23 millions de dollars et le Gouvernement roumain a alloué un montant de 3 milliards de lei au développement du tourisme pour la période 1967-1970. La Colombie, la Grèce, le Maroc, l'Ouganda, le Portugal et la Turquie ont achevé



en 1967 l'établissement de plans de développement du tourisme complètement intégrés aux plans globaux de développement national. L'exécution de ces plans a commencé en 1968. Le Chili, l'Iran et les Philippines ont aussi établi des programmes de développement du tourisme qui devaient être exécutés à partir de 1968.

105. Dans le monde entier, les gouvernements ont porté au tourisme un intérêt accru. Le fait qu'ils consacrent des sommes plus importantes au développement et à la promotion du tourisme et qu'ils intensifient leurs efforts pour renforcer et élargir les organismes nationaux de tourisme en est la preuve.

106. En 1967, le montant total des budgets annuels des organismes nationaux de tourisme de 71 pays a augmenté de 16,5 p. 100 par rapport à l'année précédente, passant de 134 486 411 dollars à 159 106 895 dollars. Les sommes consacrées par ces organismes à la publicité et à la promotion ont augmenté de 16,3 p. 100, passant de 66 631 075 dollars en 1966 à 74 193 016 dollars en 1967. Au cours de l'année 1967, un grand nombre d'organismes de tourisme nationaux se sont vu confier des responsabilités accrues et leurs ressources ont été augmentées. Le Gouvernement australien a créé un nouvel organisme national de tourisme : la Commission australienne du tourisme, qui jouit d'une autorité accrue et dispose d'un budget plus important. A Ceylan, la loi sur le développement du tourisme a pour but d'élargir et de renforcer les pouvoirs du bureau du tourisme ceylanais. En France, le personnel du Commissariat au tourisme a été considérablement augmenté. En Roumanie, on a donné une nouvelle structure à l'organisation touristique, et un nouvel Office national du tourisme roumain a été établi. Le Gouvernement danois a manifesté son intérêt accru pour le tourisme en créant le Bureau du tourisme danois. Le Bureau du tourisme maltais a vu ses pouvoirs renforcés. On a assisté à la création d'un Ministère du tourisme en Inde et d'un Bureau consultatif pour le tourisme au Népal. En Israël, les responsabilités du Ministère du tourisme ont été étendues, de sorte qu'il s'occupe aussi désormais des touristes israéliens et des voyages de jeunes.

107. Des ressources financières considérablement accrues ont été mises à la disposition des organismes nationaux de tourisme en Belgique, en Bulgarie, au Canada,



en Chine, à Chypre, en Colombie, en Equateur, en Hongrie, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, au Mexique, au Népal, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en Syrie, en Tchécoslovaquie, en Tunisie. Le Président des Etats-Unis d'Amérique a demandé instamment que soit augmenté le budget du U.S. Travel Service et a nommé un groupe de travail spécial, comprenant des représentants des industries et du gouvernement, pour faire des recommandations sur les moyens de renforcer l'organisation du tourisme aux Etats-Unis.

108. L'Année internationale du tourisme a particulièrement encouragé les gouvernements à développer les attraits touristiques dans leur pays en mettant en valeur leurs ressources touristiques. En même temps, les gouvernements ont vu de plus en plus combien il était nécessaire d'empêcher que ces attraits ne soient détruits par un développement trop intensif. Des progrès considérables ont été réalisés en Australie en ce qui concerne la création de parcs nationaux, et la croissance de la National Trust of Australia a eu pour résultat la création de nouveaux centres d'intérêt pour les touristes. Un parc national a été constitué à la Barbade. La Bulgarie a aménagé ou prévu de nouvelles stations de mer et de montagne. Les Pays-Bas ont adopté une loi en faveur de la conservation des monuments. La Belgique, le Sénégal et d'autres pays d'Afrique occidentale ont intensifié leur campagne "Message à la Mer", qui a pour objectif de soulever l'opinion publique contre le danger de la pollution des mers par les hydrocarbures. Le Mexique et les pays d'Amérique centrale ont projeté d'établir et de développer en commun une route Maya qui rendrait accessibles les nombreux trésors touristiques de la région. Le Gouvernement de la Barbade a établi des plans pour l'amélioration et l'expansion de la fabrication de produits de l'artisanat et autres articles "souvenirs de voyage". L'exécution d'un certain nombre de plans de développement du tourisme dans certaines régions ou zones a été commencée ou intensifiée en 1967. On peut citer en particulier les plans de développement de la Savoie et de la région Languedoc-Roussillon, en France, de la province d'Algarve, au Portugal, de la côte de l'Adriatique, en Yougoslavie, de l'Italie du Sud, des côtes de la mer Noire, en Bulgarie et en Roumanie, du littoral de la mer Egée, en Turquie, des îles grecques, des côtes du Kenya et de la Tanzanie, des centres de villégiatures des côtes et des montagnes, en Inde, au Pakistan et à Ceylan, du littoral atlantique de la Colombie.



109. L'augmentation des investissements publics et l'assistance à l'investissement privé, sous la forme de subventions, de crédits et de déductions fiscales, ont permis d'élargir considérablement le réseau des installations hôtelières et les facilités connexes. Des mesures spéciales de cette nature ont été prises au Brésil, à Ceylan, au Chili, en Chine, à Chypre, en Colombie, en Espagne, en France, en Inde, en Iran, en Israël, en Jordanie, au Kenya, au Liban, au Maroc, au Mexique, au Népal, aux Philippines, en République-Unie de Tanzanie, en Syrie, au Togo, en Tunisie et en Turquie. Le Gouvernement israélien a alloué 36 millions de livres à la construction de nouveaux hôtels, le Gouvernement tanzanien 3,5 millions de livres, le Gouvernement indien 50 millions de roupies, le Gouvernement iranien 60 millions de dollars; Cuba a dépensé 20 millions de dollars pour l'équipement hôtelier du pays; le Gouvernement français a accordé des prêts d'un montant total de 308 millions de francs pour l'aménagement ou la construction d'hôtels; la Bulgarie a dépensé plus de 12 millions de leva pour augmenter sa capacité d'accueil, le Gouvernement irlandais a consenti à cet effet près de 7 millions de dollars de prêts, le Gouvernement japonais 3,7 millions de dollars et le Gouvernement belge 60 millions de francs belges.

110. Divers pays ont lancé des campagnes d'embellissement des immeubles, des villes et des centres touristiques, avec la collaboration active des autorités locales et des organisations à but non lucratif. En Belgique, les autorités militaires et les compagnies pétrolières ont apporté un concours actif à des campagnes de cet ordre. La France a accéléré la campagne menée pour inciter les gens à cultiver davantage de fleurs pour embellir villes et villages. En Israël, des groupements bénévoles de citoyens ont été organisés spécialement à cette fin. Des campagnes analogues ont été organisées dans d'autres pays parmi lesquels on peut citer l'Australie, la Bulgarie, Ceylan, le Chili, la Chine, Chypre, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, le Liban, les Pays-Bas, la Pologne, la République arabe unie, la Roumanie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

111. L'infrastructure des transports a été améliorée grâce à la construction de nouvelles routes, à l'aménagement de nouveaux aéroports et à l'expansion d'aéroports existants, ainsi qu'à la création de routes d'accès à des endroits d'intérêt naturel et touristique. On a développé les moyens de transports de tourisme en commun en établissant de nouveaux itinéraires et en augmentant le nombre des



autobus panoramiques, taxis et cars de tourisme, etc. Les Gouvernements de Ceylan, du Chili, de Chine, de Chypre, de l'Inde, du Pakistan, du Togo, du Kenya et de la Zambie ont pris des dispositions particulières à cet effet. La signalisation a été considérablement améliorée au Japon. Les Gouvernements indien et israélien ont libéralisé les règlements relatifs à l'affrètement d'avions.

112. Au cours de l'Année internationale du tourisme des efforts notables ont été déployés pour renforcer et améliorer les moyens de formation en vue de développer les services de tourisme. En Autriche, un centre de formation touristique a été créé à Salzbourg à l'intention des ressortissants des pays en voie de développement. Le Royaume-Uni a accordé des bourses d'études à des ressortissants de pays en voie de développement s'occupant d'activités en relation avec le tourisme. Des fonctionnaires étrangers et des responsables de services de tourisme se sont rendus en Belgique pour y faire des études. En Equateur, on a entrepris les premiers travaux en vue de la création d'une école hôtelière pour le nord de l'Amérique latine. Les organismes nationaux de tourisme de l'Australie, de Ceylan, du Chili, de la Chine, de Chypre, de l'Irak, de l'Iran, d'Israël, de la Jordanie, du Liban, des Pays-Bas, de la Pologne, de l'Espagne, du Portugal, de la Roumanie, de Singapour, etc., ont créé des centres de formation touristique et organisé des cours destinés à former des guides. Le personnel des services de tourisme d'un très grand nombre de pays a été envoyé à l'étranger afin d'y recevoir une formation.

113. A l'échelon international, l'Union internationale des organismes officiels de tourisme a lancé l'Année internationale du tourisme par un cycle d'études sur la formation professionnelle dans le domaine du tourisme (Côme, octobre 1966) qui a examiné les problèmes essentiels posés par la formation dans ce domaine et a recherché des solutions satisfaisantes. En 1967, l'Union a également fondé à Turin le Centre international des études supérieures de tourisme qui dispense des cours avancés au personnel des organismes de tourisme. Le Gouvernement italien a accordé à ce Centre d'importantes subventions. En outre, l'Union a apporté son concours au Gouvernement libanais en vue de la création à Beyrouth d'un Centre régional de formation touristique pour le Moyen-Orient. Le Gouvernement mexicain projette de créer, en collaboration avec l'Union, un centre de formation touristique pour les pays d'Amérique centrale. Un cours spécial de formation touristique a été organisé en Tchécoslovaquie à l'intention des ressortissants des pays en voie de développement. L'union a participé étroitement à l'organisation de ce cours.

/...



## EVALUATION DES RESULTATS

### A. Résultats immédiats

114. Dans cette évaluation des résultats immédiats de l'Année internationale du tourisme, il faut souligner que l'Année internationale n'avait pas pour but d'être une année de promotion, en ce sens qu'elle ne visait pas à provoquer une augmentation immédiate du flux de touristes en 1967, mais plutôt de mettre en lumière la valeur sociale, économique, culturelle et éducative du tourisme et de faire en sorte que les gouvernements et le public reconnaissent dans le tourisme une force vive de la vie nationale et internationale. Pareille reconnaissance de la place élevée qui revient au tourisme devrait normalement se traduire à la longue par l'expansion des activités touristiques et l'augmentation du nombre de touristes.

115. Bien que la portée et l'étendue des mesures prises dans différents pays aient varié selon les conditions propres à chacun d'eux et en fonction de leur degré de développement économique et touristique, tous les pays qui ont répondu au questionnaire ont indiqué que l'Année internationale avait été une initiative extrêmement utile. Il est vrai que certaines des mesures décrites dans le présent rapport, surtout dans le domaine du développement du tourisme, faisaient déjà partie de politiques à long terme. Mais l'Année internationale du tourisme a permis de placer ces politiques dans une perspective plus exacte et d'intensifier les mesures pratiques.

116. Dans les domaines de l'information et de l'éducation, les réponses concordent pour indiquer que l'Année internationale a contribué à mieux faire comprendre au public l'importance du tourisme et à mieux faire connaître les possibilités qu'il offrait. Elle a permis aux gouvernements et au grand public de prendre mieux conscience du tourisme. Dans une société en butte aux pressions et aux tensions qu'engendre le progrès technique et scientifique, et souffrant des secousses que causent les crises sociales et politiques, l'Année internationale a contribué à montrer le rôle constructif et positif que le tourisme est à même de jouer en tant que force humanitaire, et que facteur d'éducation, de progrès culturel et de satisfaction personnelle. Elle a mis en lumière l'apport fait par

/...



le tourisme à un développement économique équilibré, à l'expansion du commerce et des affaires et à l'équilibre social. Elle a montré comment le brassage des peuples qu'encourage le tourisme pouvait favoriser la compréhension internationale, promouvoir la coopération et amener la paix.

117. Le succès de l'Année internationale du tourisme ressort clairement de l'importance de la place faite par la presse à des thèmes intéressant l'Année internationale et du temps considérable que leur ont consacré la radio et la télévision. Les déclarations de chefs d'Etat et d'autres personnalités éminentes sur la valeur du tourisme en témoignent également. Les concours dont il a fait l'objet et les conférences qui ont été données à son sujet dans les écoles et les universités ont produit un effet appréciable sur la jeunesse de différents pays. Par ailleurs, l'organisation de manifestations spéciales et le fait que certains thèmes intéressant l'Année internationale aient figuré au programme de célébrations et festivals traditionnels d'ordre religieux, culturel et artistique ont permis aux couches de population les plus diversifiées d'avoir une idée plus concrète de la valeur et de l'intérêt du tourisme.

118. Les chefs spirituels et religieux du monde entier ont reconnu combien le tourisme peut aider à façonner l'attitude morale et spirituelle des individus et ont institué des programmes et des activités intéressants.

119. L'Année internationale a grandement contribué à faire comprendre aux gens la nécessité d'accueillir chaleureusement et avec hospitalité les touristes étrangers. Ceci est d'autant plus important que le tourisme consiste de plus en plus à regarder comment vivent les habitants plutôt qu'à se borner à visiter des sites.

120. Toutes les réponses sont unanimement favorables à la poursuite et à l'extension des activités d'éducation et d'information entreprises au cours de l'Année internationale. On accordera une importance particulière aux activités visant à éduquer la jeunesse et les agents des services gouvernementaux de tourisme et à encourager une plus grande hospitalité.

121. Dans le domaine de la promotion, l'Année internationale du tourisme a fortement contribué à donner une image favorable du phénomène touristique, à



développer dans tous les milieux le désir de voyager, à encourager la coopération tant entre les pays qu'entre les secteurs officiel et privé et à stimuler des idées nouvelles sur les moyens de mettre le tourisme à la portée de secteurs toujours plus nombreux de la population. Elle a ainsi concouru à élargir et à étendre le marché des voyages. L'Année internationale a également suscité des idées nouvelles et des recherches sur une plus grande efficacité des méthodes de propagande touristique et d'encouragement du tourisme, comme le montre le grand nombre de réunions et de conférences qui ont été organisées sur ce sujet.

122. Les réponses au questionnaire reçues des pays soulignent toutes que les mesures de promotion qu'ils ont adoptées à l'occasion de l'Année internationale ont aidé à donner de ces pays une image plus attrayante à la fois à leurs habitants et aux étrangers. Le tourisme intérieur a bénéficié directement de la conscience plus grande que les habitants ont prise tant des attractions touristiques de leur pays que du rôle important joué par le tourisme dans l'activité nationale.

123. Les organismes nationaux de tourisme ont été incités à utiliser de façon plus efficace les moyens d'information de masse, avec les représentants desquels ils ont étudié les possibilités de le faire. Ces recherches ont contribué à mettre en lumière la nécessité d'adapter au tourisme les méthodes avancées de commercialisation utilisées dans d'autres secteurs du commerce et de l'industrie.

124. L'importance des prix dans la commercialisation du produit touristique a été particulièrement reconnue au cours de l'Année internationale du tourisme. Les gouvernements dans plusieurs pays, ont fait des efforts particuliers pour stabiliser ou même réduire les prix à payer par les touristes en offrant des allègements fiscaux et autres, de façon à permettre aux organisateurs de voyages d'offrir des voyages à des prix forfaitaires intéressants à leur clientèle. Les gouvernements se sont également efforcés, avec le concours du secteur privé, d'améliorer la qualité des services fournis aux touristes de façon à ne pas démentir l'impression favorable que les activités de promotion donnaient de leur pays.

125. Le succès des expériences tentées par différents pays au cours de l'Année internationale a eu pour conséquence directe le renforcement du concept de la promotion commune du tourisme sur le plan régional. Le nombre de programmes et campagnes de promotion communs de ce genre ne cesse d'augmenter.



126. Les pays qui ont répondu au questionnaire ont souligné combien l'emblème de l'Année internationale du tourisme et le slogan "Tourisme, Passeport pour la paix" avaient contribué à donner du tourisme une image favorable. Timbres et médailles commémoratifs, articles de presse, émissions de radio et de télévision et manifestations et festivals spéciaux ont tous grandement aidé au succès de l'Année internationale du tourisme.

127. Il n'est guère possible d'évaluer quantitativement les effets des activités de promotion après si peu de temps. En fait, ceux-ci ne pourront se faire réellement sentir que si ces activités se poursuivent pendant un certain temps. Toutes les réponses concordent sur ce point et indiquent que les pays intéressés ont l'intention de continuer à appliquer pendant quelques années les mesures de promotion adoptées à l'occasion de l'Année internationale.

128. Cette volonté de prolonger l'esprit et le sens de l'Année internationale du tourisme s'est manifestée de façon concrète dans la décision qu'a prise la Commission des voyages en Afrique de l'UIOOT de déclarer 1969 Année internationale du tourisme africain. Toute une série de programmes et de recommandations visant à ce que les gouvernements et les peuples d'Afrique prennent mieux conscience du tourisme ont été élaborés et publiés. Des initiatives analogues ont été prises aux niveaux national et sous-régional : c'est ainsi que l'année 1968 a été déclarée Année du tourisme en Equateur et l'année 1969 Année du tourisme de l'Association des pays de l'Asie du sud-est.

129. Les résultats de l'Année internationale du tourisme dans le domaine de l'assouplissement des formalités ont été des plus spectaculaires et des plus remarquables à la fois par le grand nombre des pays qui ont adopté des mesures d'assouplissement et par la portée étendue de ces mesures. L'Année internationale a fortement incité les gouvernements à se défaire de procédures et de formalités fastidieuses d'un autre âge.

130. Les pays qui avaient déjà relativement assoupli les formalités ont découvert qu'il y avait encore beaucoup d'innovations à tenter et, en conséquence, ont été amenés à se fixer des objectifs plus ambitieux dans ce domaine.



131. Des mesures très importantes ont été prises par un grand nombre de pays aussi bien ceux dont l'industrie touristique est développée que ceux où elle l'est moins en ce qui concerne toute la gamme des formalités de frontière à accomplir à savoir réduction des formalités de passeport, abolition et suspension des visas, assouplissement et accélération des formalités de douane, réduction du nombre de documents à remplir, abolition des formalités d'enregistrement, abolition ou réduction des droits à acquitter, facilités accordées à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique, facilités accordées en matière d'importation temporaire de véhicules à moteur privés, facilitation des transports collectifs, etc. De nombreux pays ont profité de l'Année internationale pour adhérer à des instruments et conventions relatifs à la facilitation internationale et en appliquer les dispositions, comme la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme adoptée en 1954 par l'ONU et le Protocole additionnel cette Convention relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique, la Convention relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés adoptée en 1954 par l'ONU, les conventions du Conseil de coopération douanière, etc.

132. Il y a lieu de remarquer que les mesures d'assouplissement des formalités adoptées à titre permanent ont été beaucoup plus nombreuses que celles qui ont été adoptées à titre temporaire ou à titre d'essai. Certaines des mesures temporaires spectaculaires, comme l'abolition unilatérale du visa d'entrée pour une année (reconduite dans la plupart des cas en 1968), ont été extrêmement utiles en ce qu'elles ont eu pour effet direct la conclusion d'une série d'accords bilatéraux abolissant les formalités en question à titre permanent.

133. L'esprit de l'Année internationale du tourisme et les progrès que cette Année internationale a entraînés du point de vue de l'assouplissement des formalités ont grandement concouru à contrebalancer les efforts faits en 1968 aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres pays pour imposer des restrictions sur les voyages. Ainsi, l'Année internationale du tourisme a contribué à réaffirmer et à renforcer cette liberté fondamentale de l'homme qu'est la liberté de voyager et à protéger le concept des voyages à double sens.



134. Dans le domaine du développement, l'Année internationale a incité les gouvernements à réexaminer leur politique en matière de tourisme et à la repenser en fonction des aspects multiples de l'activité touristique. On ne saurait plus considérer le développement du tourisme comme une activité purement sectorielle, mais on doit l'envisager dans un contexte national, dûment compte tenu de ses nombreuses ramifications. Cette considération a amené les gouvernements à s'efforcer d'intégrer le tourisme dans les plans de développement général du pays. Dans beaucoup de ces plans, le tourisme occupe une place prioritaire parmi les activités nationales.

135. L'Année internationale du tourisme a conduit les gouvernements à étendre la portée de leur participation et de leur intervention dans le domaine du tourisme. En intervenant en la matière l'Etat n'entend pas se substituer à l'initiative privée mais plutôt stimuler le secteur privé et créer les conditions les plus favorables à son développement. Les gouvernements ont consacré des sommes plus élevées au financement du développement et de la promotion du tourisme. Les pouvoirs, la compétence et les ressources des organismes nationaux de tourisme ont été renforcés dans de nombreux pays.

136. Beaucoup de nouveaux plans visant une expansion de la capacité hôtelière et des stations touristiques ont été élaborés et exécutés. Les investissements privés ont été encouragés par divers stimulants, tels que dons, prêts et allègements fiscaux.

137. De nouvelles mesures ont été prises pour développer de nouvelles attractions touristiques et veiller à ce qu'elles soient utilisées et gérées comme il convient. Des dispositions ont été prises pour protéger les ressources naturelles et culturelles.

138. Il a été reconnu que les investissements consacrés à la formation de personnel qualifié étaient aussi importants, sinon plus, que les investissements consacrés aux programmes de développement. Un certain nombre de projets nationaux, régionaux et internationaux de formation touristique ont été élaborés, et certains ont déjà pris une forme concrète. Les programmes de bourses ont été considérablement élargis. L'Année internationale a certainement contribué à susciter beaucoup d'idées nouvelles constructives sur la question de la formation en matière de tourisme.

/...



B. Résultats à long terme

139. L'histoire considérera sans aucun doute l'Année internationale du tourisme comme un jalon très important de l'évolution du tourisme moderne. Elle constitue le seuil au-delà duquel le tourisme a cessé d'être une activité marginale et a atteint sa complète maturité en tant que partie intégrante et importante de l'activité nationale et internationale. Après l'Année internationale du tourisme, les problèmes du tourisme ne peuvent plus être considérés isolément, mais doivent être vus dans le contexte de leurs rapports étroits avec les autres principaux secteurs d'activité. Ceci aura sans aucun doute de profondes répercussions à long terme.

140. L'Année internationale du tourisme a contribué à amener les secteurs officiel et privé à se rendre mieux compte de leur rôle complémentaire dans le domaine du tourisme. Elle a constitué un exercice fructueux de coopération et a aidé à mieux définir la portée et l'étendue des activités de chaque secteur.

141. En appelant l'attention sur le rôle important du tourisme dans le développement national et sur l'ampleur des tâches qui doivent être accomplies pour renforcer ce rôle, surtout dans les pays en voie de développement, l'Année internationale a contribué à concentrer l'attention sur la nécessité de fournir aux pays en voie de développement une assistance technique accrue en matière d'exploitation de leur potentiel touristique, de capacité hôtelière et de moyens de transport, de planification et d'infrastructure, d'élaboration et d'exécution de plans à long terme de développement touristique, de formation de personnel, et d'encouragement des investissements. On peut s'attendre à ce que les gouvernements et les organisations internationales redoubtent d'effort pour donner une place plus importante au tourisme dans les projets d'assistance technique.

142. L'Année internationale du tourisme a été un succès pratique en ce qu'elle a énoncé et fait reconnaître les principes fondamentaux dont le développement du tourisme devrait s'inspirer à l'avenir. On peut raisonnablement s'attendre à ce que l'impulsion donnée par l'Année internationale sur tous les fronts s'accélère et s'élargisse, et crée un climat plus propice à une croissance constante et de plus en plus marquée du tourisme.